



Union Locale CGT de Montluçon

Section Auvergne du SNPES-PJJ/FSU

COMMUNIQUE DE PRESSE CONCERNANT LA SITUATION DE LA MECS DES TOURELLES

MALGRÉ NOS ALERTES LA SITUATION NE CHANGE PAS POUR LES JEUNES ET LES SALARIÉES SONT MENACÉS DE SANCTIONS PAR LA DIRECTION DE L'ASSOCIATION LE CAP

Nos deux organisations ont alerté le conseil départemental de l'Allier et la Direction Territoriale de la PJJ Auvergne concernant la situation de la MECS des Tourelles à Montluçon (Allier), gérée par l'association le Cap et appartenant au groupe SOS. Lors d'une rencontre qui a eu lieu le vendredi 17 juin 2022, nous avons remis un dossier rédigé par les personnels de la MECS relevant les dysfonctionnements (management, formation, état des locaux, etc,...) et fait part de notre vive préoccupation sur les conditions d'accueil des enfants ainsi que des conditions de travail des personnels de cette structure.

Nous avons fait le choix, à ce moment-là de ne pas communiquer, afin de laisser le temps nécessaire au CD de l'Allier et à la DT PJJ Auvergne de prendre les mesures qui s'imposent pour résoudre la situation.

Le lundi suivant, nous avons appris qu'une inspection initiée conjointement par la PJJ et le Conseil Départemental s'était tenue le lundi 20 juin 2022. Sur ce point, nous n'avons reçu qu'un simple mail nous informant de cette « visite » et rien de plus !

Lors de cette « visite » il semblerait que des salariés aient été entendus. Or depuis cet événement, force est de constater que les conditions de travail et donc celles de l'accueil des enfants continuent de se dégrader.

Loin d'être revenu à une ambiance de travail sereine, depuis, ce sont enchaînés, 4 arrêts maladie, 3 mains courantes suite à des agressions et menaces, des visites à la médecine du travail. Ajouté à cela des personnels qu'il a fallu placer en congés annuels ou en récupérations pour limiter le compteur d'heures et de jours de congés. Deux adultes référents sont venus en renfort du Centre Educatif Fermé (CEF) de Pionsat sans information quant à leur qualification professionnelle. Par ailleurs, le groupe des petits s'est parfois vu confié sous le seul encadrement de la maîtresse de maison (1 pour 10!).

Le groupe d'adolescents a été placé courant juin en séjour de rupture. Un certain nombre n'ont pas «tenu», sans parler de l'interruption de la scolarité. Un référent a dû conduire seul plus de 10 heures pour aller chercher et ramener un adolescent. Un autre jeune a fait une fugue et est revenu tout seul au foyer. Aujourd'hui, l'accueil et l'accompagnement éducatif des enfants restent fragiles, notamment en raison du nombre d'arrêts maladie importants chez les personnels et l'existence d'un climat social détérioré. Courant juillet, le groupe de garçons adolescents a été amené au CEF de Pionsat qui appartient à la même association. Cette dernière ayant été contrainte de suspendre provisoirement son activité suite à une injonction des pouvoirs publics pour des raisons qui s'apparentent à celles de la gestion du foyer des Tourelles. Ce transfert aurait été décidé pour pouvoir procéder à des travaux dans les locaux des Tourelles tant ils étaient dégradés. Rappelons à toutes fins utiles que l'architecture des lieux dans un CEF répond à un cahier des charges bien différent de celui d'une Maison Educative à Caractère Social.

La direction, dont le directeur du pôle hébergement a réuni l'équipe dès le 21 juin présentant un «power point» sur la qualité de vie au travail et comment communiquer et travailler en équipe. Mais les équipes constatent l'absence de changement concernant l'organisation du travail et la question de l'encadrement. La direction a évoqué la mise en place d'une enquête par l'instance ex qualité (CSST) émanant du Comité Social et Économique (CSE). Ceci n'est pas possible étant donné que ce dernier est en cours d'installation. Une procédure d'enquête ne se décrète pas! Depuis, deux personnels de cette structure ont été convoqués pendant leurs congés à un entretien qui s'apparente à une procédure de licenciement.

Malgré nos multiples interpellations, nos deux organisations constatent qu'il n'y a pas de changement notable de la situation de cette structure éducative. Les dernières informations portées à notre connaissance sont inquiétantes. A ce jour, il n'y aurait aucun référent de jeunes qui soit diplômé éducateur spécialisé, et l'association gère les embauches par des CDD à la semaine ! Pire encore, les lanceurs d'alertes qui ont pris la responsabilité de dénoncer cet état de fait sont convoqués par la direction.

C'est pourquoi nous faisons ce communiqué pour alerter et informer les citoyen.ne.s. Nous demandons que soient mises en œuvre des mesures urgentes, pour rassurer la situation à l'égard des personnels et pour la sécurité des enfants et des adolescents confiés par les pouvoirs publics.

Union Locale CGT de Montluçon

Section Auvergne du SNPES-PJJ/FSU